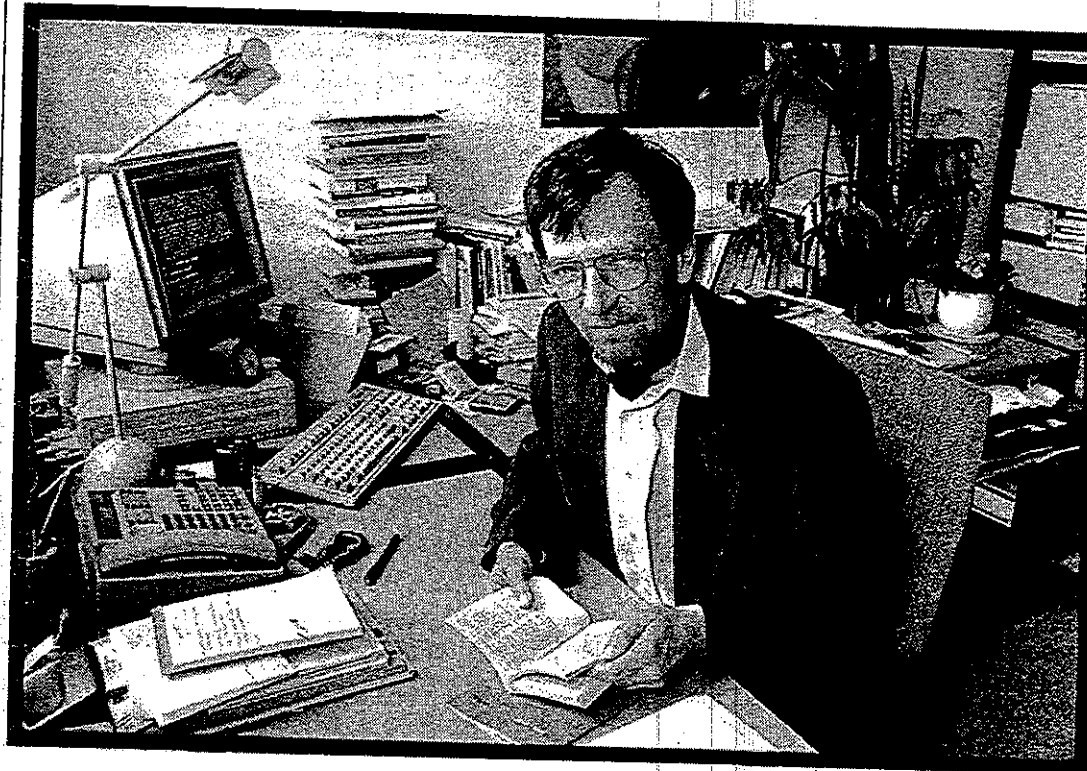


PRESSE SIAMOISE ET JOURNALISME ÉCLATÉ

par Jean Widmer



Né en 1946, sociologue, docteur ès Lettres, Jean Widmer enseigne à l'Institut de journalisme et des communications sociales de l'Université de Fribourg, dont il dirige la section française.



« éfléchir sur la formation que on souhaite aux journalistes onduid inévitablement à s'interroger sur le profil du métier. réquement ce profil est tiré à artir du travail des journalistes, le leurs actes et de leur responsabilité. On distinguera entre les exigences de professionnalisme t celles d'une éthique de l'intellectuel qui requiert du journaliste qu'il dise la société, voire u'il la démythifie (1). Le constat du décalage entre ces exigences et certaines pratiques journalistiques renvoie aux conditions cadres du travail, à l'accélération du travail et les pressions que peut exercer un marché professionnel dominé par quelques grandes entreprises de presse et de publicité.

Je prendrai ici la démarche nverse. Partant des conditions adres, je partirai de l'aménagement du paysage médiatique en Suisse ainsi que de la diversification des rôles journalistiques. Je ne chercherai pas tant à éclairer le travail individuel des journalistes que les manières dont, ollectivement, ils se définissent. t se laissent définir. De ces définitions résultent des exigences le formation limitées qui contrastent avec les responsabilités qui découlent de la fonction des médias dans les mutations sociales en cours.

PRESSE SIAMOISE

Le rapport de la Commission des cartels sur la concentration dans la presse conclut à de nombreuses zones de monopoles de fait et à une forte tendance à la concentration, sans toutefois ti-

rer de conséquences immédiates. Parmi les mesures préconisées, celles qui visent à garantir la diversité concernent toutes la transparence: transparence sur les maisons d'éditions, sur les critères utilisés pour le médiamplanning, sur les tendances politiques du journal, sur la charte rédactionnelle et de l'institution d'un médiateur (2).

Ces recommandations sont importantes. Elles reposent cependant largement sur l'idée que la transparence permettra aux lecteurs et lectrices d'effectuer leur choix. Mais quelles sont les conditions de ce choix?

En ce qui concerne les quotidiens, la Suisse se caractérise par un haut rapport entre le tirage et le nombre d'habitants: 415 exemplaires pour 1000 habitants (3). Le nombre de quotidiens n'ayant pour l'instant que peu varié (114 en 1939 et 111 en 1992), l'évolution est surtout caractérisée par l'augmentation du tirage (243% entre 1939 et 1992).

L'offre semble donc permettre un choix. Différents facteurs assombrissent cependant le tableau. Parmi ceux-ci, le plus important me semble être le fait que près des trois quart (72%) des journaux tirent à moins de 10.000 exemplaires. La presse suisse est donc très locale. A l'origine, cette structure correspondait sans doute à la structure du pouvoir politique. Aujourd'hui, l'aire de diffusion est largement déterminée par le marché publicitaire. Le positionnement de *24 Heures* et de la *Tribune de Genève* depuis leur inclusion dans le groupe Edipresse, ou l'inclusion du *Nord vaudois* dans l'aire de diffusion de *La Liberté* illustrent ce facteur. Plus fréquents en Suisse allemande, les journaux «gigognes» qui empruntent tout ou partie de la matière rédactionnelle à un autre journal en sont une autre illustration.

La structure de la presse peut être représentée sous la forme de deux axes. Un axe horizontal sur

lequel se distribuent les nombreux petits journaux, très souvent sans réelle concurrence entre eux. Cette absence de concurrence ne pousse pas les journalistes à la curiosité. A cela s'ajoute que la réglementation sur les radios privées favorise le développement de radios locales sans concurrence entre elles. On remarque ainsi que des affaires locales sont souvent dévoilées par la radio nationale ou par des journalistes qui échappent au cloisonnement local.

Au niveau des régions linguistiques, il y a une concurrence entre journaux dits de référence, souvent des journaux produits dans les grandes villes, mais il n'y a pas de concurrence entre journaux de boulevards. Les radios privées et publiques sont en concurrence pour les informations locales mais très peu pour les informations nationales.

Concernant la presse quotidienne, P.-A. Chevalier conclut qu'à Genève, Berne et Zurich seule une diversité réelle subsiste encore, «mais pour combien de temps» (ibid. p. 124)? Voilà plus de 10 ans, A. Willener constatait en 1982 déjà que la forme la plus répandue de diversité en Suisse était la «diversité siamoise», celle dont les «variantes sont si proches que les journalistes y appliquent [...] la formule: c'est bonnet blanc, blanc bonnet» (p. 236).

Cette situation a des effets différents selon l'appartenance sociale des lectrices et lecteurs. Plus leur capital culturel est important, moins ces effets seront importants. Ceux qui en sont moins dotés liront souvent moins de journaux et seront donc plus affectés par le conformisme de leur seul journal, conformisme qui est l'effet dans un journal de l'absence de concurrence entre journaux.

La notion de diversité est donc plus complexe qu'il n'y paraît: la pluralité des titres n'implique pas leur concurrence, leur concurrence n'implique pas que la

concurrence se joue sur le plan journalistique, l'absence de concurrence journalistique n'a pas seulement des effets sur les possibilités de choix mais aussi sur la qualité du journal choisi.

QUELLES CONSÉQUENCES

Les conséquences pour les compétences requises des journalistes peuvent être résumées comme suit. Un journaliste doit satisfaire au moins à trois exigences:

- maîtriser des techniques (écritures, genres, informatique)
- professionnalisme dans le contrôle des sources, la hiérarchisation et la contextualisation des informations
- un intérêt à se démarquer de l'agenda politique pour établir son propre agenda, une condition minimale pour un journalisme dit d'investigation.

Les situations de monopole de la presse écrite renforcent la première exigence (par concurrence avec la télévision), réduit la seconde à être fidèle à l'agenda des communicateurs institutionnels et rend la troisième superflue, voire dysfonctionnelle dans la mesure où elle dérange l'exercice tranquille de la seconde.

Il semblerait donc que la formation requise pour préparer des journalistes à leur métier se limite à l'acquisition de savoir faire dans les domaines techniques de l'écriture et de l'informatique.

JOURNALISME ÉCLATÉ ET MÉLANGE DES GENRES

Ce constat est mitigé par un autre facteur: tant la matière rédactionnelle que les rôles du journaliste se diversifient.

Les exigences du visuel ou du marketing influencent la hiérarchisation des nouvelles. La rédaction peut ou doit traiter des sujets qui satisfont les besoins d'illustration, de rubricage, de

formatage spatial ou temporel (radio) décidés indépendamment de l'importance des événements. Le jugement porté sur les informations mêlent donc des critères journalistiques et des critères commerciaux.

Si la rédaction ne maintient pas une forte culture journalistique, cette logique mène à ce que le lecteur n'est plus un citoyen à informer mais un consommateur à satisfaire. Or la résistance des rédactions est faible, comme nous le verrons.

Cette tendance à mêler les besoins de savoir et de satisfaction se remarque aussi à la multiplication des magazines quotidiens et surtout au mélange de ces genres à l'intérieur d'une même rubrique - un dilemme au cœur de l'information télévisuelle.

Peut-être parce qu'elles ont connu la concurrence privée/publique dans un contexte moins idéologique, les radios font souvent un travail journalistique intéressant. Limités par la durée (on a peur des mots, l'auditeur préfère la musique et les jeux...), sans doute trop à l'étroit dans le formatage des nouvelles et bousculés par les jeux et les séquences promotionnelles, les journalistes de radios allient souvent la rapidité de l'information à des magazines qui traitent des sujets plus amplement. Surtout, elles utilisent leur principal atout: faire entendre des voix diverses, tant lointaines que proches.

DIVERSIFICATION DES MÉTIERS

La transformation des repères du travail journalistique va de paire avec une transformation profonde des métiers. Ainsi, J.M. Charon (1992) constate l'éclatement du métier de journaliste: «il existe toujours plus de distance entre les pratiques, les modèles, les valeurs, les objectifs poursuivis entre les journalistes d'information politique et générale, le journalisme local,

les journalistes-présentateurs-vedettes de la radio-télévision, les journalistes de la presse spécialisée, tout particulièrement professionnelle, l'univers des pigistes spécialisés, etc.» (p. 111)

A cela s'ajoutent que les services de presse ou de communication joignent souvent des journalistes à leur équipe. Ces passages ne devraient faire l'objet d'aucun scandale, si les normes étaient claires: on attend d'un avocat qu'il serve l'intérêt de son client et personne ne lui en voudra de défendre plusieurs causes, sauf si l'on a des doutes sur sa capacité de clairement distinguer ces intérêts... Or de tels doutes peuvent raisonnablement exister lorsque le journalisme se limite à prolonger les agendas institutionnels.

L'examen des structures de la presse avait conclu à un profil minimal du journalisme, limité aux compétences techniques. L'examen de la transformation des normes liés aux genres et de la position respective des médias aboutit au constat de la multiplication des métiers. Si le journalisme ne se définit pas comme profession, la maîtrise des compétences techniques reste sans doute le seul dénominateur commun de tous ces métiers.

QUELLES RÉSISTANCES?

Jusqu'ici j'ai examiné les pressions structurelles qui s'exercent sur le journalisme. Ces pressions rencontrent-elles des résistances? Les journalistes opposent-ils une définition professionnelle propre, exercent-ils une solidarité sinon de profession, du moins de métier?

Les journalistes se comprennent encore souvent comme des gens de métier dont les compétences sont, pour l'essentiel, le produit d'un talent ou d'une vocation, d'un apprentissage sur le tas et d'un bon carnet d'adresse. Cette image de soi ne favorise certainement pas une définition

Les journalistes se comprennent encore souvent comme des gens de métier dont les compétences sont, pour l'essentiel, le produit d'un talent ou d'une vocation, d'un apprentissage sur le tas et d'un bon carnet d'adresse...

autonome de la profession puisqu'elle fait l'impasse sur les conditions réelles de travail, notamment sur les diversités et les spécificités fonctionnelles.

Deuxième constat: les temps sont durs pour les journalistes. Or la solidarité entre journalistes n'a que rarement pris le dessus sur la concurrence entre les titres pour lesquels ils travaillent. Les rédactions en difficulté sont donc souvent laissées seules face à leurs difficultés et les journalistes qui n'ont pas d'emploi fixe ne peuvent pas considérer la solidarité de ceux qui en ont un, comme un réflexe normal.

Ces deux constats amènent à penser que les transformations du métier de journaliste induites par l'industrie des médias ne rencontrent guère de résistance structurelle ou dynamique.

JOURNALISTES ET SOCIÉTÉ

Ces constats pessimistes me conduisent pourtant à souhaiter la meilleure formation possible pour les journalistes. Il est certain que l'expertise en matière de forme doit être acquise. Il est tout aussi certain que la connaissance non seulement des lois de la presse mais du système des médias est indispensable si les journalistes veulent comprendre leur environnement immédiat. L'image artisanale du métier se compléterait ainsi de la perception de ses formes industrielles.

Tout aussi certaine est l'exigence de formations extra-journalistiques complètes, en particulier pour les rubriques politique, société et culture. Elles garantissent au journaliste une possibilité de mobilité qui lui sera peut-être utile mais qui lui donnera aussi plus d'assurance au sein de la rédaction. Mais au-delà de la rédaction, il y va de la société.

J'ai attiré l'attention sur le caractère local de la grande majorité des médias. Cette structure

est largement reproduite dans d'autres secteurs de la société. Le petit nombre d'habitants du pays est doublé de structures qui favorisent les doublets: régions linguistiques, cantonalisme, etc. Ces structures induisent un déficit structurel par rapport à l'étranger: face à la complexité des affaires, nous ne disposons pas du même nombre de spécialistes ni de spécialités que les pays voisins. Par conséquent, notre perception collective du monde est moins différenciée que la leur, si nous ne compensons pas notre déficit par un haut degré de formation générale qui permette d'apprendre et de faire face à des situations en transformation.

POURVOYEURS DE TRANSPARENCE OU TRUBLIONS ETHNIQUES?

Or notre société est en transformation et les conflits ne devraient pas diminuer. Les difficultés économiques viennent à une période où les instruments politiques et professionnels qui doivent les régler sont eux-mêmes soumis à des crises financières et à une perte de légitimité. Les médias prennent donc une importance accrue en tant que lieu où la société peut se dire, où les conflits peuvent être articulés, des décisions discutées et argumentées.

Des signes laissent cependant présager que la presse, surtout écrite, ne tient pas toujours à jouer un rôle de rationalisation et de médiation des affaires publiques.

Les moments de tension sont souvent ceux d'un repli communautaire. Il en a été question avant le vote sur l'EEE en Suisse allemande, mais la Suisse romande n'est pas demeurée en reste dans l'interprétation ethnique du résultat de ce vote. Il en fut de même en février 1994 après le vote sur l'initiative dite des Alpes. La drogue aussi est pour

beaucoup un problème qui nous vient de Zurich et Swissmétré est bloqué par les conservateurs d'outre-Sarine...

Que ce soit pour le marketing ou pour rassurer le profil de certains rédacteurs, le recours aux catégories ethniques est une manière perverse de détourner les énergies dégagées par les crises. C'est un moyen sûr pour éviter d'objectiver les problèmes et pour ruiner la libre expression des idées et des arguments. On devrait s'attendre à ce que les journalistes y soient d'autant plus attentifs que la liberté d'expression est un droit qu'ils revendiquent à juste titre.

Une bonne formation n'évite pas de tels dérapages. Au contraire, les agitateurs de ces symboles sont souvent des universitaires. Mais ce ne sont pas tous les universitaires. Or, dans la mesure où la formation des lecteurs et leur habitude d'autonomie en matière de décision a augmenté durant les dernières décennies, on peut espérer qu'ils parviendront à sanctionner par le marché de tels dérapages. Ils le feront d'autant plus qu'ils auront le choix de lire des journaux qui fournissent des informations sérieuses, des commentaires pertinents et qui ne feront pas mystère de leurs choix politiques.

Il y va du développement de cette société: vu la taille et les structures cloisonnantes du pays, seul un effort particulier pour une riche compréhension de la complexité des situations permettra à son système libéral de subsister, car il suppose que des décisions soient prises de manière très décentralisée, ce qui à son tour suppose une bonne information globale au niveau local. Pour une telle information, les journaux ont besoin de bons journalistes et de bonnes têtes.

1) T. Mona (1992) ainsi que les autres contributions sur le sujet dans Media Paper N° 5 (1992)

2) Publications de la Commission suisse des cartels et du préposé à la surveillance des prix, 4/1993, p. 86.

3) Les chiffres concernant la presse sont tirés de P.-A. Chevalier 1993, p. 123-156

Ouvrages cités

- Charon, J.-M. 1992 «Journalisme: l'éclatement» Réseaux N°52, 1992, p. 97-114.
- Chevalier, P.-A. 1993 «Le paysage médiatique suisse» Media Paper N°6, 1993, Institut de journalisme et des communications sociales, Université de Fribourg, p. 123-156
- Chuard, C. 1992 «Nouvelle formule graphique et repositionnement. La presse quotidienne à l'heure du client» dans «Journalistes et média en mutation» Media Papers N°5, 1992, Institut de journalisme et des communications sociales, Université de Fribourg, p. 29-33
- Couchepin, B. 1992 «La politique d'information du Conseil fédéral de 1945 à 1968» Travaux de l'Institut de journalisme et des communications sociales, Université de Fribourg, N° 27
- Mona, T. 1992 «Quelle formation pour les journalistes?» dans «Journalistes et média en mutation» Media Papers N°5, 1992, Institut de journalisme et des communications sociales, Université de Fribourg, p. 41-42
- Publications de la Commission suisse des cartels et du préposé à la surveillance des prix, 4/1993
- Willener A. 1982 «Notre bain quotidien» Institut de science politique, Université de Lausanne.



Fatale Selbstbeschränkung

Man kann die Frage nach der Berufsausbildung der Journalistinnen unter dem Blickwinkel ihrer intellektuellen Anforderung nach Beschreibung und Entmystifizierung der Gesellschaft stellen. Der Strukturwandel der Medien hat ebenfalls Auswirkungen auf die gewünschte Ausbildung der Medienleute. Früher bestimmte die regionale politischen Strukturen die Einflussbereich der Zeitungen, heutzutage der Werbemarkt den Ton an. Nicht nur bei den regionalen Monopolzeitungen auf dem Land, auch in den Städten hat sich die Wahl der LeserInnen eingeschränkt. Nur mehr in Genf, Luzern und Zürich erscheinen mehrere Tageszeitungen. Der damit eingehende Konformismus und die Routine in den ohne Konkurrenz dastehende Medien, kann nur vom Bildungsstand des Lesepublikums aufgewogen werden. Die Monopolisierung der einzelnen Zeitungen hat in den Redaktionen zur Folge, dass die technische Beherrschung des Metiers in den Vordergrund gerückt wird. Gefragt ist immer noch die Überprüfung der Informationsquellen und deren Einbindung in ein Umfeld, doch die persönlichen Recherchen des einzelnen Journalisten gehen in diesem System unter. Die erstarrte Präsenz von Fernsehen und Radio hat bei den Ausbildungsanforderungen in den Printmedien ebenfalls eher ein Rückzug auf die Beherrschung der Schreib- und Präsentationstechnik zur Folge. Der theoretische Einsicht in den Wandel der Kommunikationsindustrie wird immer noch die praktische Erfahrung und ein gutes Adressbüchlein vorgezogen. Um ihre gesellschaftspolitische Aufgabe zu erfüllen und nicht in eine Art ethnische Nabelschau zu verfallen, braucht es mehr als die Beherrschung der reinen Berichterstattung. Das schweizerische Entscheidungssystem mit seinen dezentralen Stufen verlangt auch auf lokaler Ebene eine globale Information.